

Europe, n'imites pas l'Australie !

Keeya-Lee Ayre

L'éloge de la politique de renvoi des réfugiés adoptée par l'Australie est bien malavisé.

La pratique australienne de renvoi des demandeurs d'asile a été citée, souvent de manière favorable, comme un exemple à suivre en Europe par plusieurs dirigeants de pays de l'Union européenne (EU). En effet, dans le contexte australien la question des « boat-people » a été instrumentalisée et figure à une place prééminente dans les médias depuis plusieurs dizaines d'années.

Il est possible de retracer l'origine de cette politisation à 2001, et au cas extrêmement médiatisé du MV Tampa, un cargo norvégien qui avait secouru en mer 438 personnes (principalement des demandeurs d'asile afghans) qui se trouvaient à bord d'un bateau de pêche en détresse et auquel l'entrée dans les eaux australiennes avait été refusée. Ce refus avait suscité une condamnation internationale généralisée, mais en Australie le public avait soutenu la décision du gouvernement et sa priorité accordée à la sécurité internationale et à la protection des frontières. Les médias nationaux avaient décrit les demandeurs d'asile comme des tricheurs qui avaient usé de moyens illicites pour pénétrer dans le pays et en tirer des avantages. Depuis lors, le public les considère comme indignes de confiance et comme une menace potentielle à la sécurité.

Depuis cette époque, on observe un mouvement de panique régulier et constant à l'égard des demandeurs d'asile qui se fonde sur une mise en doute de la moralité des individus concernés. En Australie, arriver en bateau équivaut à tenter de resquiller pour passer devant d'autres réfugiés qui se trouvent dans des camps et qui sont considérés comme appartenant à un groupe moralement supérieur, parce qu'ils font preuve de patience et qu'ils attendent leur tour pour être réinstallés dans un pays lointain. Ce type de rhétorique est particulièrement efficace dans le contexte australien où le fait de « resquiller », ou de contourner la liste d'attente, est perçu comme un manque d'équité, une valeur étroitement associée à l'identité nationale australienne.

En réponse à la couverture médiatique de plus en plus importante en Australie du traitement des demandeurs d'asile en Europe, le premier ministre Tony Abbott a profité de l'occasion pour faire l'éloge de ce que pratique son propre gouvernement à leur égard dans le cadre de sa politique de « refoulement des bateaux », en dépit de sa totale illégalité aux yeux du droit international: « Si vous voulez mettre fin aux décès en mer et arrêter les noyades, vous n'avez pas d'autre moyen que de mettre fin à l'arrivée des bateaux », affirme-t-il. Il est vrai que plus aucun demandeur d'asile ne se noie dans les eaux territoriales

australiennes, du moins à notre connaissance. Mais nous ne savons pas s'ils sont en train de mourir ailleurs, hors de vue. De nombreux réfugiés qui sont arrivés avant cette politique de « refoulement des bateaux » sont installés à Nauru ou en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Maintenir ces demandeurs d'asile à l'extérieur des frontières coûte des milliards de dollars à l'Australie. Si l'objectif était véritablement de stopper les arrivées maritimes irrégulières, il serait certes possible de considérer cette politique comme un succès; mais ce n'est certainement pas le cas si l'objectif était de réduire les conséquences financières imputables à l'arrivée des demandeurs d'asile. Si ces personnes, une fois leur autorisation de sécurité obtenue, étaient laissées en liberté au sein de la communauté en attendant le traitement de leur dossier, elles paieraient des impôts et apporteraient une contribution à la société. Mais le gouvernement est tellement paralysé par sa propre politique « anti boat-people » qu'il n'est même plus en mesure d'étudier des solutions aussi simplement humaines sans encourir une réaction défavorable du public.

La rhétorique anti demandeur d'asile actuelle est parfois comprise, et ce même au niveau national, comme un sentiment généralisé de rejet des réfugiés, et elle commence à détruire en partie la cohésion sociale qui prévaut en Australie suite à de nombreuses années de politiques réellement multiculturelles. Le public a été convaincu que refouler les bateaux des réfugiés était le meilleur choix, socialement et moralement. Beaucoup d'Australiens croient que le gouvernement agit dans leur intérêt, dans l'intérêt du pays et même dans l'intérêt de ceux des réfugiés qui attendent dans des camps à l'étranger.

En septembre 2015, la chancelière allemande Angela Merkel a parlé de « obligation morale » et de l'instauration de « politiques d'immigration à la hauteur des valeurs que [l'Europe représente] ». ² L'UE doit avant tout considérer les demandeurs d'asile comme des personnes détentrices de droits en vertu du droit international et non pas comme des individus moralement suspects parce qu'ils cherchent à obtenir protection.

Keeya-Lee Ayre keeyaleeayre@gmail.com

Écrivaine, chercheuse et consultante, actuellement en cours de préparation d'un master en Anthropologie appliquée et développement participatif à l'Université nationale australienne www.anu.edu.au

1. <http://tinyurl.com/ABC-Abbott-2015-09-04>

2. <http://tinyurl.com/Guardian-Merkel-2015-09-03>